

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 74

PHOSPHATES DU MAROC

(EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES)

ARRÊT DU 14 JUIN 1938

1938

JUDGMENT OF JUNE 14th, 1938

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A/B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 74

PHOSPHATES IN MOROCCO

(PRELIMINARY OBJECTIONS)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1938.
Le 14 juin.
Rôle général
n° 71.

ANNÉE JUDICIAIRE 1938

14 juin 1938.

PHOSPHATES DU MAROC

(EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES)

Déclaration apposée par la France à la disposition facultative relative à l'acceptation comme obligatoire de la juridiction de la Cour (article 36, paragraphe 2, du Statut). Limitation ratione temporis. — Portée des termes : « sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet des situations ou des faits postérieurs à cette ratification ». — Situation prolongée au delà de la date critique ; antériorité des faits qui ont déterminé cette situation. Défaut de juridiction. — Allégation d'un fait illicite international antérieur à la date critique résultant d'une violation de droits acquis placés sous la sauvegarde de conventions internationales. Allégation d'un déni de justice postérieur à cette date. Absence d'influence du déni de justice sur la consommation du fait illicite international et sur la responsabilité qui en dérive. Défaut de juridiction.

ARRÊT

Présents : M. GUERRERO, Président ; sir CECIL HURST, Vice-Président ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. CHENG, DE VISSCHER, juges.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

 JUDICIAL YEAR 1938.

June 14th, 1938.

 1938.
 June 14th.
 General List:
 No. 71.

PHOSPHATES IN MOROCCO

(PRELIMINARY OBJECTIONS)

Declaration affixed by France to the optional clause relating to the acceptance of the jurisdiction of the Court (Article 36, paragraph 2, of the Statute) as compulsory. Limitation ratiōne temporis.—Import of the words: "in any disputes which may arise after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to such ratification".—A situation prolonged beyond the crucial date; priority in date of the acts which led to this situation. Lack of jurisdiction.—Allegation of an unlawful international act prior to the crucial date and resulting from a violation of vested rights placed under the protection of international conventions. Allegation of a denial of justice subsequent to that date. Absence of influence of the denial of justice upon the accomplishment of the unlawful international act and upon the responsibility ensuing from it. Lack of jurisdiction.

JUDGMENT.

Present: M. GUERRERO, President; Sir CECIL HURST, Vice-President; Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. CHENG, DE VISSCHER, Judges.

Dans l'affaire des phosphates du Maroc,

entre

le Gouvernement du Royaume d'Italie, représenté par M. R. Montagna, comme agent,

et

le Gouvernement de la République française, représenté par M. J. Basdevant, comme agent, et M^e Lémonon, comme agent-adjoint,

La Cour,

ainsi composée,

rend l'arrêt suivant :

Par requête déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 30 mars 1936, par application de l'article 40 du Statut et de l'article 32 du Règlement de la Cour, le Gouvernement italien a introduit devant la Cour contre le Gouvernement français une instance concernant les phosphates du Maroc.

La requête du Gouvernement italien était rédigée comme suit :

« Vu les articles 105, 112, 73, 74 de l'Acte général signé à Algésiras le 7 avril 1906, et les articles premier, 4 et 7 du Traité franco-allemand du 4 novembre 1911 ;

Vu la déclaration en date du 7 novembre 1911, par laquelle le Gouvernement d'Italie donna son adhésion au traité susdit ;

Vu les déclarations d'adhésion de l'Italie et de la France à la Disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale ;

Vu l'article 40 du Statut de la Cour et l'article 35, alinéa 2, du Règlement relatif ;

A l'honneur de vous adresser la requête suivante :

Attendu que, entre le 17 octobre 1918 et le 29 avril 1919, trente-trois permis de recherche de phosphates en périmètres réservés furent délivrés par le Service des Mines du Maroc, à la priorité de la demande, aux ressortissants français MM. Francis Busset et Frier Deruis, dans la région Oued Zem — Bir Fenzer.

Que vingt-huit de ces permis, d'abord cédés par les premiers titulaires au ressortissant italien M. Costantino Tassara, sont actuellement la propriété de la Société italienne *Miniere e Fosfati*, dont le représentant et fondé de pouvoirs est le commandeur Gaspare de Gennaro Musti.

Que ces permis étaient régis par le règlement minier promulgué par le dahir du 19 janvier 1914.

In the case concerning phosphates in Morocco,

between

the Government of the Kingdom of Italy, represented by M. R. Montagna, as Agent,

and

the Government of the French Republic, represented by M. J. Basdevant, as Agent, and Me. Lémonon, as Assistant Agent,

The Court,

composed as above,

delivers the following judgment :

By an Application filed with the Registry of the Court on March 30th, 1936, under Article 40 of the Statute and Article 32 of the Rules of Court, the Italian Government has instituted proceedings before the Court against the French Government concerning phosphates in Morocco.

The Application of the Italian Government was as follows :

[*Translation.*]

“Having regard to Articles 105, 112, 73 and 74 of the General Act signed at Algeciras on April 7th, 1906, and to Articles 1, 4 and 7 of the Franco-German Treaty of November 4th, 1911 ;

Having regard to the declaration, dated November 7th, 1911, whereby the Italian Government acceded to the said Treaty ;

Having regard to the declarations of accession made by Italy and France to the Optional Clause of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice ;

Having regard to Article 40 of the Court's Statute and to Article 35, paragraph 2, of the Rules of Court which relates thereto ;

Has the honour to submit the following application :

Whereas between October 17th, 1918, and April 29th, 1919, thirty-three licences to prospect for phosphates in reserved areas in the Oued Zem—Bir Fenzer district were issued by the Department of Mines of Morocco, in the order of priority, to the French nationals MM. Francis Busset and Frier Deruis.

Whereas twenty-eight of the said licences, which had been handed over by the original holders to the Italian national M. Costantino Tassara, are now the property of the Italian Company *Miniere e Fosfati* of which Commander Gaspare de Gennaro Musti is the representative and agent.

Whereas these licences were governed by the Mining Regulations, promulgated by the dahir of January 19th, 1914.

Que, conformément aux clauses de l'Acte général d'Algésiras du 7 avril 1906 et de l'Accord franco-allemand du 4 novembre 1911, auquel l'Italie a à son temps adhéré, ledit règlement devait non seulement respecter le principe général de la liberté économique sans aucune inégalité (porte ouverte), mais se baser aussi sur le système des concessions « en s'inspirant des législations étrangères existant sur la matière » (art. 112 de l'Acte d'Algésiras) et, en définitive, de la loi française (art. 7 de l'Accord franco-allemand).

Que, d'après l'article 51 du règlement, les phosphates ne pouvaient être exploités qu'en vertu d'adjudications publiques, toute adjudication portant sur le taux d'une redevance spéciale à payer par tonne de produits extraits.

Qu'il était notamment établi : « Les explorateurs munis de permis de recherche en périmètre réservé qui auront découvert dans leur périmètre des gîtes de phosphates ... nouveaux et démontré leur exploitabilité, auront droit, pendant un délai de quinze ans à dater de la décision qui leur aura reconnu la qualité d'inventeurs, à un cinquième des redevances spéciales à la tonne payées par les adjudicataires. »

Que, en date du 4 août 1919, la Direction générale des Travaux publics publiait au *Bulletin officiel* du Maroc la note suivante : « Des gisements de phosphates d'une étendue considérable et d'une teneur exceptionnelle ont été reconnus dans les régions d'El Boroudj et de l'Oued Zem. En conformité de l'article 51 du dahir du 19 janvier 1914, portant règlement minier, leur exploitation fera l'objet d'une adjudication, dont l'Administration compte fixer très prochainement la date. »

Que, ce nonobstant, un nouveau dahir, daté du 27 janvier 1920, réservait exclusivement au Maghzen la recherche et l'exploitation des phosphates.

Que cette réserve était, toutefois, limitée par la clause du respect des droits acquis par les explorateurs en application de l'article 51 susmentionné.

Qu'un dahir successif, daté du 21 août 1920, fixait la procédure à suivre pour la reconnaissance de ces droits acquis, et remettait à des dispositions ultérieures le règlement des indemnités prévues au paragraphe 3 du même article 51.

Attendu que, par une lettre recommandée en date du 14 octobre 1921, M. Costantino Tassara, en tant que cessionnaire des permis Busset et Deruis, demandait au Service des Mines la reconnaissance de la qualité d'inventeur des gîtes couverts par ces permis.

Que le Service des Mines, après une vaine tentative de retourner la demande, apporta un retard abusif à faire connaître sa décision. Ce fut seulement le 9 janvier 1925 que le Service des Mines notifia à M. Tassara d'avoir rejeté ladite demande avec la motivation suivante : « Considérant que l'étude technique à laquelle il a été procédé montre que dans aucun des permis le

Whereas, in accordance with the provisions of the General Act of Algeciras of April 7th, 1906, and the Franco-German Agreement of November 4th, 1911, to which Italy has since acceded, the said Regulations were bound not only to respect the general principle of economic liberty, without inequality ('open door'), but must also be based upon the system of concessions and 'be guided by the laws governing this matter in foreign countries' (Art. 112 of the Algeciras Act) and, finally, by French law (Art. 7 of the Franco-German Agreement).

Whereas, under Article 51 of the Regulations, concessions for the working of phosphates might only be disposed of by public award on tenders offering a royalty, payable on every ton extracted.

Whereas, in particular, it was laid down that: 'Prospectors holding prospecting licences for a reserved area, who have discovered new phosphate deposits ... within their area, and have shown that they can be worked, shall be entitled, during a period of fifteen years, reckoned from the date of the decision recognizing them as discoverers, to one-fifth of the royalties payable on every ton by the successful tenderers.'

Whereas on August 4th, 1919, the General Board of Public Works published the following note in the Morocco Official Gazette: 'Phosphate deposits of considerable extent and of exceptional content have been located in the El Boroudj and Oued Zem districts. In accordance with Article 51 of the dahir of January 19th, 1914, prescribing mining regulations, the right to work these deposits will be disposed of by public tender at a date which the Administration hopes to fix in the near future.'

Whereas, notwithstanding the above notice, a new dahir, dated January 27th, 1920, reserved exclusively to the Maghzen the right to prospect for and work phosphates.

Whereas this reservation was, however, limited by the clause safeguarding the rights which prospectors had acquired under the above-mentioned Article 51.

Whereas a subsequent dahir, dated August 21st, 1920, specified the procedure for the recognition of these vested rights and left the question of the indemnities provided for in paragraph 3 of the said Article 51 to be settled by subsequent provisions.

Whereas M. Costantino Tassara applied to the Department of Mines, by registered letter dated October 14th, 1921, in his capacity as transferee of the Busset and Deruis licences, to be recognized as discoverer of the deposits covered by the said licences.

Whereas the Department of Mines, after unsuccessfully endeavouring to decline the application, unreasonably delayed the announcement of its decision, and informed M. Tassara only on January 9th, 1925, that it had rejected his above-mentioned request, upon the following grounds: 'Whereas the technical enquiries which have been carried out show that the applicant

demandeur ne remplit à la fois les conditions d'avoir découvert un gîte nouveau et d'en avoir démontré l'exploitabilité. »

Qu'il fut impossible à M. Tassara de connaître, par la suite, les prétendus motifs techniques du rejet de sa demande, et d'être ainsi mis à même de présenter au résident général de France le recours gracieux prévu à l'article 8 du dahir du 12 août 1913.

Que les autorités du Protectorat et le résident général lui-même se retranchèrent dans une attitude évasive, d'abord se refusant à permettre la consultation du dossier, et finalement opposant que la question avait été définitivement réglée par le Service des Mines.

Que toutes les démarches ultérieures faites par les intéressés en vue d'obtenir le redressement du tort subi, ou un règlement amiable de la question, ou tout au moins la désignation de juges compétents pour annuler ou réformer la décision illégale du Service des Mines, n'aboutirent à aucun résultat.

Que les bons offices de l'ambassade royale à Paris restèrent également sans succès. Les intéressés et l'ambassade royale firent, à maintes reprises, considérer que les tribunaux français au Maroc n'ont pas le pouvoir d'annuler les actes de l'Administration publique, que les autorités du Protectorat ne sauraient prétendre être à la fois juges et parties, et que, par conséquent, l'ouverture d'un remède judiciaire adéquat s'imposait. Le ministère des Affaires étrangères de la République (Direction des Affaires politiques et commerciales) répondait, par sa note du 28 janvier 1933, que la décision du Service des Mines n'est susceptible d'aucun recours; mais, « si la Société *Miniere e Fos-* « *fati* estime qu'une faute a été commise par l'Administration du « Protectorat à l'occasion de cette décision et en violation des « prétendus droits acquis, il lui est loisible d'assigner l'État chéri- « sien devant les tribunaux du Protectorat à l'effet d'obtenir les « dommages-intérêts qui seraient dus à raison de cette faute ».

Que vainement la société intéressée et l'ambassade royale ont entre temps objecté qu'en l'espèce il ne s'agit pas d'allouer des dommages-intérêts, mais de respecter des droits acquis, ce qui exige en tout cas comme condition préalable l'annulation de la décision du Service des Mines, c'est-à-dire une mesure n'étant pas du ressort des tribunaux civils au Maroc. Le ministère des Affaires étrangères de la République, par sa dernière note du 10 mars 1934, a confirmé son point de vue déniaut toute satisfaction.

Attendu que les agissements susindiqués, étant déterminés par la même résolution et visant au même résultat, constituent un fait illicite continué et permanent, qui met en jeu la responsabilité internationale de la France, sous différents aspects.

Que, en effet, l'établissement du monopole des phosphates est incompatible avec les obligations internationales du Maroc et de la France: de respecter au Maroc la liberté économique sans aucune inégalité, de baser le règlement minier sur le système

does not fulfil, in respect of any of his licences, the conditions of having both discovered a new deposit and having shown that it can be worked.'

Whereas M. Tassara was unable subsequently to ascertain the alleged technical reasons for the rejection of his claim and was accordingly not in a position to address to the French Resident General the petition provided for in Article 8 of the dahir of August 12th, 1913.

Whereas the authorities of the Protectorate and the Resident-General himself maintained an evasive attitude, first refusing to permit reference to the files, and finally stating that the question had been definitively settled by the Mines Department.

Whereas all subsequent steps taken by the interested parties to obtain redress for the wrong suffered or a friendly settlement of the question or at all events the appointment of competent judges to annul or revise the unlawful decision of the Mines Department led to no result.

Whereas the good offices of the Royal Embassy at Paris likewise met with no success. The interested parties and the Royal Embassy repeatedly urged that the French courts in Morocco have no power to annul the acts of the Public Administration, that the authorities of the Protectorate cannot claim to be both judge and suitor, and that consequently some adequate judicial remedy must be provided. The Ministry for Foreign Affairs of the Republic (Directorate of Political and Commercial Affairs) replied by its note of January 28th, 1933, that there was no appeal from the decision of the Mines Department; but that 'if the *Miniere e Fosfati* Company considered that the Administration of the Protectorate had been at fault in this decision and had violated alleged vested rights, it was open to them to bring an action against the Shereefian State before the courts of the Protectorate with a view to obtaining damages in respect thereof'.

Whereas the company concerned and the Royal Embassy thereupon represented without success that they were not seeking damages but respect for vested rights, and that this in any case entailed as a condition precedent the annulment of the decision of the Mines Department, i.e., a measure not within the jurisdiction of the civil courts of Morocco. The Ministry for Foreign Affairs of the Republic, in its last note of March 10th, 1934, maintained its standpoint refusing any satisfaction.

Whereas the proceedings above mentioned, being inspired by the same purpose and designed to achieve the same object, constitute a continuing and permanent unlawful act involving the international responsibility of France in different ways.

Whereas the establishment of the phosphate monopoly is in effect inconsistent with the international obligations of Morocco and of France: that economic freedom in Morocco should be respected without inequality, that the mining regulations should

des concessions conformément à la loi française, de limiter les monopoles chérifiens à l'opium, au kif et aux tabacs.

Que, deuxièmement, la décision du Service des Mines, datée du 8 janvier 1925, est entachée d'excès de pouvoir et de détournement de pouvoir. Elle contredit le communiqué officiel du 4 août 1919, et, sous l'apparence du bien du service, vise à écarter la mainmise étrangère redoutée et même le paiement de l'indemnité d'expropriation, en dépit des droits acquis, qui étaient sous la sauvegarde des conventions internationales.

Que, troisièmement, les entraves apportées à la présentation du recours gracieux au résident général et la prétention que la décision du Service des Mines ait définitivement réglé la question, contrairement à ce que dispose l'article 8 du dahir du 12 août 1913 portant l'organisation judiciaire du Protectorat, constituent un véritable déni de justice.

Que ce déni de justice a été confirmé et aggravé par le refus de soumettre le différend à une juridiction qualifiée ayant les pouvoirs nécessaires pour redresser le tort subi par la société italienne et pour rétablir la situation conforme au droit interne et au droit international.

Que la proposition de s'adresser aux tribunaux civils au Maroc, en vue d'en obtenir les dommages-intérêts sur la base de la faute, n'est pas de nature à donner la satisfaction qui est due, et vise plutôt à maintenir les sujets italiens expropriés sans indemnité dans l'état actuel de spoliation.

Que le différend juridique qui en est surgi, n'ayant pu former l'objet d'un compromis d'arbitrage à cause de la persistante attitude évasive du Gouvernement de la République, est soumis à la Cour par voie de requête unilatérale.

Que le Gouvernement royal estime que le fait illicite susindiqué met en jeu la responsabilité internationale de la France à un double titre : responsabilité indirecte lui revenant en tant qu'État protecteur du Maroc, et responsabilité personnelle et directe découlant d'actes accomplis par des autorités françaises ou avec leur collaboration, en vue d'intérêts purement français.

Qu'il appartient à la Cour d'apprécier l'étendue de ladite responsabilité et la forme de la réparation qui est due.

Qu'en l'espèce, la restitution en nature étant possible, la Cour est à même d'ordonner, conformément à sa jurisprudence, les mesures nécessaires pour effacer toutes les conséquences de l'acte illicite et rétablir la situation qui aurait existé si ledit acte n'avait pas été commis.

Qu'à cet effet le Gouvernement royal, poursuivant la défense intégrale de son droit après l'échec des différentes tentatives de solution amiable, se croit fondé à demander que soit rétablie, quant aux phosphates du Maroc, la liberté économique sacrifiée au profit du monopole illicite, ou du moins que soient reconnus et respectés les droits acquis sur la base de l'article 51 du

be based on the system of concessions in accordance with French law, and that the Shereefian monopolies should be confined to opium, kif and tobacco.

Whereas, secondly, the decision of the Mines Department of January 8th, 1925, is *ultra vires* and constitutes a misuse of power. It conflicts with the official announcement of August 4th, 1919, and, under the cloak of meeting departmental exigencies, aims at getting rid of the dreaded foreign holding and even avoiding the payment of compensation for expropriation in disregard of vested rights which were safeguarded by international conventions.

Whereas, thirdly, the obstacles placed in the way of a petition to the Resident-General and the allegation that the decision of the Mines Department had finally settled the question despite the terms of Article 8 of the dahir of August 12th, 1913, for the judicial organization of the Protectorate, constitute a veritable denial of justice.

Whereas this denial of justice has been confirmed and aggravated by the refusal to submit the dispute to a competent tribunal able to redress the wrong suffered by the Italian company and to restore the position in accordance with municipal law and international law.

Whereas the proposal that recourse should be had to the civil courts of Morocco with a view to obtaining damages for the wrong suffered is not calculated to give the satisfaction which is due, and is designed rather to ensure that the Italian subjects who have been expropriated without compensation shall remain despoiled of their property as at present.

Whereas the legal dispute which has arisen could not form the subject of a special arbitration agreement, owing to the persistently evasive attitude of the Government of the Republic, and is therefore submitted to the Court by a unilateral application.

Whereas the Royal Government holds that, owing to the above-mentioned unlawful act, France has incurred international responsibility of two kinds, namely: indirect responsibility as the State protecting Morocco, and personal and direct responsibility resulting from action taken by the French authorities, or with their co-operation, purely for the sake of French interests.

Whereas it rests with the Court to appraise the extent of that responsibility and the nature of the reparation which is due.

Whereas in the present case, restitution in kind being possible, the Court can, in accordance with its jurisprudence, order that the necessary steps be taken to efface all the consequences of the unlawful act and to restore the situation as it would have been if the aforesaid act had not been committed.

Whereas the Royal Government, being concerned to uphold its full rights, after all attempts at an amicable settlement have proved fruitless, feels justified in demanding that, as regards the Moroccan phosphates, the economic freedom, which was sacrificed in the interests of the unlawful monopoly, should be restored, or that, at the least, the rights acquired in virtue of

règlement minier et portant sur la reconnaissance de la qualité d'inventeur en faveur de la société italienne titulaire des permis de recherche et sur la mise en adjudication des gîtes couverts par ces permis.

Que, l'exploitation phosphatière étant actuellement moins avantageuse que dans les dix ans qui se sont écoulés, il y a en outre lieu d'allouer les dommages-intérêts pour les pertes qui ne seraient pas couvertes par la *restitutio in integrum*.

Que, si la Cour estime que les droits acquis portent seulement sur l'indemnité d'expropriation, le montant de cette indemnité doit être fixé en tenant compte de deux circonstances essentielles : que les revenus de l'Office chérifien des Phosphates, ainsi qu'il appert des publications officielles, ont dépassé jusqu'à présent le montant d'un milliard, et que, en cas de mise en adjudication, la Société *Miniere e Fosfati*, escomptant le cinquième de la redevance lui revenant de la reconnaissance de la qualité d'inventeur, aurait pu surenchérir plus que n'importe quel autre concurrent et aurait partant eu la certitude de rester adjudicataire.

Que, en tout cas, il y a lieu de réparer une autre catégorie de dommages, constituée par les dépenses considérables occasionnées, pendant cette longue période, par les multiples démarches des intéressés auprès des autorités du Protectorat et métropolitaines.

En conséquence, et sous réserve de tous mémoires, contre-mémoires et, en général, de tous moyens et preuves à présenter, ultérieurement, à la Cour ;

Plaise à la Cour :

Signifier la présente requête, conformément à l'article 40, alinéa 2, du Statut de la Cour, au Gouvernement de la République française à titre personnel et en tant que protecteur du Maroc ;

Dire et juger, tant en présence qu'en l'absence dudit Gouvernement, et après tels délais que, sous réserve d'accord entre les Parties, il appartiendra à la Cour de fixer :

a) que l'accaparement des phosphates marocains effectué par étapes, de 1920 à 1934, au profit d'intérêts français est contraire aux obligations internationales du Maroc et de la France, et qu'il doit être annulé de ce chef avec toutes les conséquences qui en découlent ;

b) subsidiairement, que la décision du Service des Mines en date du 8 janvier 1925, et le déni de justice qui l'a suivie, sont incompatibles avec l'obligation internationale incombant au Maroc et à la France de respecter les droits acquis par la Société italienne *Miniere e Fosfati* ; qu'il est partant du devoir des autorités du Protectorat de reconnaître la qualité d'inventeur en faveur de ladite société et de mettre sans délai en adjudication les gîtes auxquels se réfèrent ses permis ;

c) plus subsidiairement, qu'une juste indemnité d'expropriation doit être payée, d'après les critères que la Cour voudra

Article 51 of the Mining Regulations shall be acknowledged and respected, the rights in question being those relating to the acquisition by the Italian company holding the prospecting licences of the status of discoverer, and to the disposal by public tender of the deposits covered by the licences.

Whereas the working of phosphates being now less profitable than during the past ten years, it would further be fitting to award damages for the losses not covered by the *restitutio in integrum*.

Whereas, in case the Court should hold that the vested rights only extend to compensation for expropriation, the amount of that compensation must be assessed with due regard to two essential circumstances: namely, that the revenues of the Shereefian Phosphates Office, up to date, have exceeded one milliard, as shown by the official publications, and that, if the rights had been disposed of by public tender, the *Miniere e Fosfati* Company, being able to get the benefit of the one-fifth share of the royalties accruing to it as the recognized discoverer, could have outbid any other competitor, and would therefore have infallibly been the successful tenderer.

Whereas, in any case, compensation will be necessary for damage of another kind, represented by the considerable expense to which the interested parties have been put, during this long period, owing to the protracted negotiations in which they have had to engage with the authorities of the Protectorate and with the French authorities.

In view of the foregoing, and subject to the subsequent presentation to the Court of any memorials, counter-memorials, and in general of any documents or evidence;

May it please the Court:

To notify the present application, in conformity with Article 40, paragraph 2, of the Court's Statute, to the Government of the French Republic, as such, and as protector of Morocco;

To judge and declare, whether the said Government enters an appearance or not, and after such time-limits as the Court may fix, in the absence of an agreement between the Parties:

(a) that the monopolization of the Moroccan phosphates, which was accomplished by stages between 1920 and 1934 for the benefit of French interests, is inconsistent with the international obligations of Morocco and of France, and that it must for that reason be annulled with all the consequences that ensue;

(b) alternatively, that the decision of the Mines Department dated January 8th, 1925, and the denial of justice which followed it, are inconsistent with the international obligation incumbent upon Morocco and upon France to respect the rights acquired by the Italian Company *Miniere e Fosfati*, and therefore that the Protectorate authorities are bound to recognize the said company as discoverer, and to invite tenders without delay for the working of the deposits covered by the company's licences;

(c) alternatively again, that fair compensation must be paid for expropriation, such compensation to be assessed by the

fixer en tenant compte des énormes revenus de l'Office chérien des Phosphates;

d) qu'une réparation pécuniaire supplémentaire est due, soit pour les pertes et les dommages qui ne sont pas couverts par la réparation principale prévue *sub a*), soit, en tout cas, pour les dépenses occasionnées à la société intéressée par la défense de ses droits antérieurement à la présente requête. »

A la date du 30 mars 1936, la requête du Gouvernement italien a été notifiée au Gouvernement français; le 8 avril 1936, elle a fait l'objet des communications visées aux articles 40 du Statut et 34 du Règlement. En outre, le 23 mai 1936, le Greffier avertit, conformément aux articles 63 du Statut et 66 du Règlement, les États-Unis d'Amérique, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, Parties à l'Acte général d'Algésiras du 7 avril 1906, certaines de ces Puissances ayant en outre adhéré à la Convention franco-allemande relative au Maroc du 4 novembre 1911.

Par ordonnance du 18 juin 1936, la Cour a fixé au 15 juillet 1936 le délai imparti au Gouvernement italien pour la présentation de son Mémoire dans l'affaire; elle a également fixé le délai afférent au dépôt du Contre-Mémoire du Gouvernement français. Ce dernier délai a été prorogé au 17 décembre 1936 par une ordonnance rendue par le Président de la Cour à la date du 30 septembre 1936.

Dans son Mémoire, présenté dans le délai fixé ainsi qu'il est dit ci-dessus, le Gouvernement italien a confirmé les conclusions formulées dans la requête.

Dans le délai prévu pour le dépôt du Contre-Mémoire, le Gouvernement français a déposé une pièce intitulée: « Phosphates du Maroc. Exceptions préliminaires présentées au nom du Gouvernement de la République française. » Dans cette pièce, il a formulé les exceptions et la conclusion suivantes:

« Plaise à la Cour,

Attendu que le Gouvernement royal d'Italie n'a pas fait connaître l'objet de sa demande dans des conditions de précision et de clarté correspondant aux exigences d'une bonne administration de la justice et aux prescriptions de l'article 32, alinéa 2, et de l'article 42 du Règlement de la Cour,

Qu'en particulier, il n'a pas expliqué ce qu'il entend obtenir en demandant que l'accaparement des phosphates soit annulé avec toutes les conséquences qui en découlent;

Attendu que le Gouvernement royal d'Italie n'a pas clairement expliqué le titre de compétence de la Cour, sur lequel il entend s'appuyer pour saisir celle-ci par voie de requête et que, par là, il ne s'est pas suffisamment conformé à l'article 32 du Règlement de la Cour,

Qu'en particulier, il ne s'est aucunement attaché à faire apparaître si, et comment, les diverses parties de sa demande rentrent dans les prévisions de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour et des déclarations des deux Gouvernements acceptant la juridiction obligatoire de la Cour;

Court with due regard to the immense revenues of the Shereefian Phosphates Office ;

(d) that additional pecuniary compensation is due for loss and damage not covered by the main indemnity referred to under (a) above, and in any case for the expenses in which the company was involved by the defence of its rights prior to the submission of the present application."

On March 30th, 1936, notice of the Application of the Italian Government was given to the French Government, and on April 8th, 1936, the communications provided for in Article 40 of the Statute and Article 34 of the Rules were duly despatched. Furthermore, on May 23rd, 1936, the Registrar, in accordance with Article 63 of the Statute and Article 66 of the Rules, notified the United States of America, Belgium, Great Britain, the Netherlands, Portugal, Spain and Sweden, as Parties to the General Act of Algeciras of April 7th, 1906, certain of these Powers having moreover adhered to the Franco-German Convention concerning Morocco of November 4th, 1911.

By an Order made on June 18th, 1936, the Court fixed July 15th as the date for the expiry of the time-limit allowed to the Italian Government for the filing of its Memorial; it also fixed the time-limit for the filing of the French Government's Counter-Memorial. The latter time-limit was extended until December 17th, 1936, by an Order made by the President of the Court on September 30th, 1936.

In its Memorial, which was duly filed within the time-limit fixed for that purpose, the Italian Government maintained the submissions made in the Application.

Within the time-limit for the filing of the Counter-Memorial, the French Government filed a document entitled: "Phosphates in Morocco. Preliminary Objections filed on behalf of the French Government." In this document it presented objections and made the following submission:

"May it please the Court,

Whereas the Royal Italian Government has not stated the nature of its claim within the degree of precision and clearness requisite for the administration of justice and prescribed by Article 32, paragraph 2, and Article 42 of the Rules of Court,

Whereas, in particular, it has not explained what it seeks to obtain by asking for the abolition of the monopolization of phosphates with all the consequences that ensue;

Whereas the Royal Italian Government has not clearly explained the grounds of jurisdiction on which it relies in bringing the case before the Court by Application and as, accordingly, it has not adequately complied with the terms of Article 32 of the Rules of Court,

Whereas, in particular, it has made no attempt to show whether or how the various parts of its claim are covered by the terms of Article 36, paragraph 2, of the Court's Statute and of the declarations made by the two Governments accepting the compulsory jurisdiction of the Court;

Attendu que le Gouvernement royal d'Italie, agissant en l'espèce comme protecteur de ses nationaux, avait le devoir d'établir, à la satisfaction de la Cour et conformément aux exigences du droit international, le caractère national de la réclamation concernant la Société *Miniere e Fosfati*,

Que, loin de le faire, le Gouvernement royal d'Italie n'a fourni à cet égard que des renseignements insuffisants, sans tenter de combler les lacunes ou d'expliquer les contradictions qui apparaissent à la lecture des documents par lui produits,

Que, de son côté, le Gouvernement de la République française a soumis à l'attention de la Cour des faits qui, pour le moins, font surgir des doutes sur le caractère italien de ladite réclamation,

Qu'en particulier le Gouvernement royal d'Italie n'a pas fourni d'explications et preuves suffisantes touchant la date des cessions consenties par les sieurs Busset et Frier Deruis, les bénéficiaires de ces cessions, le rôle joué par le sieur Tassara, la transmission alléguée à la Société *Miniere e Fosfati* et le caractère de cette société, la cession à une société américaine et la résiliation de ladite cession ;

En ce qui concerne la partie de la requête qui vise le prétendu accaparement illicite des phosphates :

Attendu que cette question n'a fait l'objet d'aucun examen par la voie diplomatique et qu'en conséquence elle ne saurait être déférée à la Cour par voie de requête sur la base des déclarations par lesquelles la France et l'Italie ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour ;

En ce qui concerne la partie de la requête qui vise la réclamation de la Société *Miniere e Fosfati* :

Attendu qu'un recours est ouvert à ladite société devant les tribunaux civils du Protectorat statuant en matière administrative et que ce recours n'a pas été épuisé, ni même tenté,

Que, dès lors, il y a lieu de faire application en l'espèce de la règle qui subordonne la réclamation diplomatique et, par voie de conséquence, la requête à la Cour sur la base de l'article 36, alinéa 2, du Statut, à l'épuisement des recours internes, aucune circonstance de la cause n'autorisant à déroger à ladite règle ;

Pour l'ensemble de la requête :

Attendu que le différend dont le Gouvernement royal d'Italie a saisi la Cour s'est élevé au sujet de situations et de faits antérieurs au 7 septembre 1931 et que, dès lors, il échappe à la juridiction obligatoire de la Cour telle qu'elle est fixée, entre la France et l'Italie, par les déclarations émanant, à cet égard, des deux Gouvernements ;

Pour ces motifs et tous autres qui pourraient être présentés ou que la Cour jugerait à propos d'y ajouter ou substituer,

Dire et juger que la requête présentée le 30 mars 1936 par le Gouvernement royal d'Italie est irrecevable. »

Whereas it was incumbent on the Royal Italian Government, acting as protector of its nationals, to demonstrate, to the satisfaction of the Court and in accordance with the requirements of international law, that the claim concerning the *Miniere e Fosfati* Company is of a national character,

Whereas, far from so doing, the Royal Italian Government has only furnished inadequate information on this point, and has not attempted to make good the omissions or to explain the inconsistencies apparent from a perusal of the documents which it has produced,

Whereas, for its part, the Government of the French Republic has drawn the attention of the Court to facts which, to say the least, give rise to doubts as to whether the said claim is Italian,

Whereas, in particular, the Royal Italian Government has not furnished adequate explanations and evidence as to the date of the transfers by MM. Busset and Frier Deruis, or as to the transferees, the part played by M. Tassara, the alleged assignment to the *Miniere e Fosfati* Company and the character of that company, or the transfer to an American company and its cancellation ;

With regard to the part of the Application relating to the alleged unlawful monopolization of phosphates :

Whereas this question has not been investigated through diplomatic channels and as, accordingly, it cannot be submitted to the Court by application on the basis of the declarations whereby France and Italy have accepted the compulsory jurisdiction of the Court ;

With regard to the part of the Application relating to the claim of the *Miniere e Fosfati* Company :

Whereas it is open to this company to have recourse to the civil courts of the Protectorate adjudicating upon administrative questions and as this means of redress has not been exhausted or even tried,

Whereas, accordingly, in this case the rule subordinating diplomatic action and, consequently, application to the Court under Article 36, paragraph 2, of the Statute, to the exhaustion of local means of redress applies, there being no circumstances in the case justifying a departure from this rule ;

With regard to the Application as a whole :

Whereas the dispute which the Royal Italian Government has submitted to the Court has arisen in regard to situations or facts prior to September 7th, 1931, and as, accordingly, it falls outside the scope of the Court's compulsory jurisdiction as determined between France and Italy by the declarations on the subject made by the two Governments ;

For these reasons and for any others which may be submitted or which the Court may see fit to add or substitute,

To adjudge and declare that the Application filed on March 30th, 1936, by the Royal Italian Government cannot be entertained."

Au vu de cette pièce, le Président de la Cour a rendu, le 18 décembre 1936, une ordonnance par laquelle, considérant que, aux termes de l'article 62, alinéa 3, du Règlement de la Cour, la procédure sur le fond était suspendue en l'espèce, il a imparti un délai au Gouvernement italien pour le dépôt d'un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur les exceptions soulevées par le Gouvernement français. Ce délai a été prorogé au 15 juillet 1937 par une ordonnance rendue le 13 avril 1937 par le Président de la Cour.

L'exposé écrit du Gouvernement italien, déposé dans le délai fixé, a, en ce qui concerne les exceptions préliminaires, conclu dans les termes suivants :

« Attendu que la requête du Gouvernement royal, complétée par le Mémoire, est assez claire pour tous ceux qui n'ont pas intérêt à ne pas la comprendre ; qu'en effet la Partie défendresse l'a tellement comprise que pas une question, voire pas une allégation soutenue par le Gouvernement royal n'est restée sans réponse dans le document qu'elle a déposé ; que les prétendues obscurités touchant l'objet de la demande sont artificieusement créées pour les besoins de la cause ; que le Gouvernement royal estime avoir soumis à la Cour, dans des conditions de précision et de clarté suffisantes, le différend surgi à l'occasion de l'« accaparement » des phosphates marocains au profit de la France sous le couvert de l'État protégé ; que le mot « accaparement » a été explicitement employé pour désigner la série des actes accomplis, à ladite fin, de 1920 à 1934 ; que c'est toute la série de ces actes qui, aux termes de la conclusion principale de la requête, doit être annulée, non pas par la Cour, mais par effet d'un arrêt déclaratoire de la Cour, avec toutes les conséquences qui en découlent ; que ce dernier membre de phrase a été ajouté pour marquer l'intégralité de la revendication principale, qui, dans l'intention du Gouvernement demandeur, s'étend à toutes les mesures constituant les suites nécessaires ou le complément du monopole et de l'éviction des particuliers italiens, en particulier au cartel nord-africain, au sujet duquel le Gouvernement royal n'était pas assez renseigné au moment de la requête ; que les conclusions subsidiaires *b* et *c*, formulées en conformité de la jurisprudence de la Cour, visent les hypothèses qu'il plaise à la Cour ne retenir que la mainmise illicite sur les droits appartenant à des Italiens, ou, graduellement, l'expropriation de ces mêmes droits ; que la conclusion *d* vise l'indemnité supplémentaire ; que de telles conclusions, éclaircies par le Mémoire, suffisent pour permettre au différend de s'ouvrir, et rien n'empêche qu'elles reçoivent quelque précision ultérieure lors de la discussion de l'affaire au fond.

Attendu que le titre de compétence de la Cour est clairement indiqué dans la requête ; que ce titre consiste dans les déclarations d'adhésion de l'Italie et de la France à la disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente ; qu'il ne fallait pas s'attacher particulièrement à faire apparaître si et comment les diverses parties de la demande

On receipt of this document, the President of the Court, having regard to the terms of Article 62, paragraph 3, of the Rules of Court suspending the proceedings on the merits, made an Order on December 18th, 1936, giving the Italian Government a time-limit for the filing of a written statement of its observations and submissions in regard to the objections lodged by the French Government. This time-limit was extended until July 15th, 1937, by an Order made by the President of the Court on April 13th, 1937.

The Italian Government, in its written statement, which was duly filed within the prescribed time-limit, presented the following submissions in regard to the preliminary objections:

“Whereas the Royal Government’s Application, supplemented by the Memorial, is sufficiently clear for all who have no motive for failing to understand it; and whereas, in fact, the respondent Party has understood it so well that not a single question nor any allegation put forward by the Royal Government has been left unanswered in the document filed by that Party; whereas the alleged obscurities in regard to the nature of the claim have been artificially contrived for the needs of the case; whereas the Royal Government considers that it has submitted to the Court, with all necessary particulars and clarity, the dispute that has arisen over the monopolization of the Moroccan phosphates for the benefit of France through the medium of the protected State; whereas the word ‘monopolization’ has been expressly used to indicate the series of acts performed with that end in view between 1920 and 1934; whereas it is the whole of this series of acts which has to be annulled, with all the consequences that ensue, in accordance with the main submission of the Application, not by the Court, but pursuant to a declaratory judgment by the Court, this phrase as to all the consequences being added to indicate the all-inclusive character of the main submission, which, in the applicant Government’s mind, covers all the measures necessary to give effect to, or designed to complete, the monopoly or the dispossession of the Italian private citizens, and covers, in particular, the North-African cartel, in regard to which the Royal Government was not sufficiently informed when the Application was drawn up; and whereas the alternative submissions *b* and *c*, put forward in accordance with the Court’s jurisprudence, are framed in view of hypotheses, among which the Court is only asked to consider the unlawful seizure of the rights appertaining to the Italians, or the gradual expropriation of the said rights; whereas submission *d* relates to additional compensation; whereas such submissions, elucidated by the Memorial, suffice to enable the proceedings to be opened, without prejudice to the possibility of further elucidating the submissions during the discussion on the merits.

Whereas the ground of the Court’s jurisdiction is clearly indicated in the Application; and whereas this ground consists of the declarations of Italy and France acceding to the Optional Clause of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court; and whereas there was no occasion to go into detailed explanations as to whether, and in what manner, the

rentrent dans les prévisions dudit article et des déclarations des deux Gouvernements, étant donné que les diverses parties de la demande se rangent manifestement tantôt dans l'une tantôt dans l'autre des catégories de différends prévues et qu'elles concernent toutes ces catégories.

Attendu que le caractère italien de la réclamation est au-dessus de toute tentative de déformation, ainsi qu'il est d'ailleurs prouvé par le fait que jamais la Partie défenderesse n'a soulevé une objection à cet égard, durant les pourparlers diplomatiques préalables ; que dans ces conditions la Partie défenderesse n'est nullement fondée à conclure à l'irrecevabilité de la requête sans examen ; que la réalité et la date du transfert des permis de Busset et Deruis à Tassara sont suffisamment prouvées par les lettres que ces trois messieurs adressèrent, à son temps, au Service des Mines, et par le fait que le Service des Mines a pris et donné acte de ce transfert ; que M. Tassara, ressortissant italien, était le gérant d'une association en participation — dont l'existence n'a pas été cachée au Service des Mines — formée presque exclusivement d'Italiens ; qu'il n'y avait, en effet, comme étrangers, que MM. Colle-Deudon et Levy ; que, l'association en participation ne donnant pas lieu à une personne juridique, c'est la nationalité du gérant — Tassara — qui est décisive ; qu'en tout cas une association formée à Gênes, en conformité de la loi italienne, sous contrôle italien, et par une majorité prépondérante d'Italiens, ne saurait être qu'italienne ; que les transferts successifs de M. Tassara à M. de Gennaro Musti et de M. de Gennaro Musti à la Société anonyme *Miniere e Fosfati* laissèrent les permis toujours entre mains italiennes ; que l'unique circonstance susceptible de justifier quelque doute est la cession d'une partie des permis à l'*American and Moroccan Phosphate Corporation* ; que, toutefois, rien ne saurait découler de ce fait en faveur des conclusions de la Partie défenderesse ; qu'en effet, une partie des permis est restée en possession de la société italienne, ce qui suffit à rendre recevable la requête du Gouvernement royal dans toutes ses conclusions ; que la cession n'a pas tardé à être résiliée ; qu'au surplus, l'attitude intransigeante du Gouvernement de la République ayant placé la société américaine dans l'impossibilité de verser même des acomptes sur le prix de la cession, la société italienne a toujours gardé un intérêt juridique appréciable à la bonne issue de l'affaire, intérêt qui est un support suffisant pour que la réclamation du Gouvernement royal s'étende à la totalité des permis.

Attendu que les négociations diplomatiques préalables ont embrassé tout entière la controverse soumise à la Cour ; qu'en affirmant le contraire, en ce qui concerne les mesures d'ordre général établissant et organisant le monopole des phosphates et le cartel nord-africain, la Partie défenderesse oublie les clairs avertissements que lui ont donnés les intéressés, l'ambassade italienne et l'agent du Gouvernement royal ; qu'elle oublie, en outre, les démarches qu'elle a essayé de faire à Rome et deux notes remises l'une à M. Laval lors de son voyage à Rome, et l'autre au Quai d'Orsay par l'ambassadeur d'Italie.

different parts of the claim fall within the terms of the said Article and of the two Governments' declarations, seeing that the different parts of the claim manifestly fall within one or other of the categories of disputes referred to, and relate to all these categories.

Whereas the Italian character of the claim is clear beyond all cavil, as is indeed shown by the fact that the respondent Party raised no objection on that score during the preliminary diplomatic discussions; whereas the respondent Party has, thus, no justification for submitting that the claim should without examination be declared inadmissible; whereas the fact and the date of the transfer of the licences from Busset and Deruis to Tassara are sufficiently proved by the letters which these three persons wrote at different times, to the Department of Mines, and by the fact that the Mines Department acknowledged and recorded this transfer; whereas M. Tassara, an Italian national, was the manager of a partnership association consisting almost entirely of Italians, the existence of which was not unknown to the Department of Mines; indeed the only non-Italians were MM. Colle-Deudon and Levy; whereas, since the partnership association did not possess a legal personality, the nationality of the manager—Tassara—is the decisive factor; whereas an association constituted at Genoa, in accordance with Italian law, under Italian control, and having a large majority of Italian members, could not be other than Italian; whereas the successive transfers from M. Tassara to M. de Gennaro Musti and from M. de Gennaro Musti to the *Miniere e Fosfati* Company left the licences still in Italian hands; whereas the only circumstance capable of raising any doubt was the sale of some of the licences to the 'American and Moroccan Phosphate Corporation'; whereas, however, nothing can be deduced from that fact in favour of the submissions of the respondent Party; whereas, indeed, a certain number of the licences remained in the hands of the Italian company, a fact which suffices to enable the Royal Government's claim to be entertained with all its submissions; whereas the sale was soon afterwards cancelled; whereas, moreover, the unyielding attitude of the Government of the Republic made it impossible for the American company to pay even a sum on account of the purchase price, so that the Italian company still retained a substantial legal interest in a successful issue, an interest which is sufficient warrant for the extension of the Royal Government's claim to all the licences.

Whereas the preliminary diplomatic negotiations covered the whole of the controversy submitted to the Court; whereas the Respondent, in affirming the contrary in so far as concerns the general measures establishing and organizing the phosphates monopoly and the North-African cartel, overlooks the positive statements made to it by the interested parties, by the Italian Embassy and by the Royal Government's Agent; whereas it also overlooks the *démarches* sought to be made in Rome and the two notes, one of which was handed to M. Laval on the occasion of his visit to Rome and the other to the Quai d'Orsay by the Italian Ambassador.

Attendu que la règle de l'épuisement préalable des voies de recours internes ne s'impose pas en l'espèce, étant donné que la Partie défenderesse a nettement refusé le recours gracieux et prétend se prévaloir des lacunes de l'organisation judiciaire marocaine, qui n'offre aucun remède adéquat à l'encontre des décisions administratives adoptées dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire et entachées de détournement de pouvoir; que vainement la Partie défenderesse s'est appliquée à démontrer que la décision du Service des Mines concernant la nouveauté et l'exploitabilité des gîtes ne relevait que de la compétence liée de l'Administration; et vainement encore elle voudrait faire croire qu'il ne pourrait s'agir en l'espèce que d'une simple erreur de fait; que toutes les affirmations contenues dans le document adverse à propos de ces deux aspects de la controverse négligent la réalité et s'éloignent des enseignements les plus sûrs de la doctrine française.

Attendu que les faits et les situations au sujet desquels s'est élevé le différend ne sont pas antérieurs à la date à laquelle est entrée en vigueur l'acceptation de la juridiction de la Cour dans les rapports entre les deux États; qu'en effet la controverse porte tantôt sur des faits qui se sont matériellement vérifiés après la date susindiquée, tantôt sur des situations permanentes qui sont même une réalité actuelle; qu'en outre ces faits et situations donnent lieu dans leur ensemble à un fait illicite continué et progressif (l'accaparement des phosphates) qui tombe sous le coup de la juridiction obligatoire à un double titre: en tant qu'il s'est perfectionné à une date postérieure à celle qui est décisive et qu'il entraîne une situation de plus vaste portée qui continue à violer, même aujourd'hui, la loi internationale.

Pour ces motifs et tous autres qui pourraient être présentés ou que la Cour jugerait à propos d'y ajouter ou substituer,

Dire et juger que la requête présentée le 30 mars 1936 par le Gouvernement royal d'Italie est recevable dans sa totalité. »

Par ordonnance du 20 septembre 1937, la Cour, sur demande de l'agent du Gouvernement français, a autorisé celui-ci, conformément à l'article 62, alinéa 4, du Règlement, à présenter, dans un délai expirant le 17 novembre 1937, une réponse écrite aux observations et conclusions qui figuraient dans l'exposé du Gouvernement italien; la Cour a également réservé, pour une ordonnance à rendre ultérieurement, la fixation d'un délai afférent au dépôt, par l'agent du Gouvernement italien, d'observations écrites visant ladite réponse.

La Réponse du Gouvernement français a été déposée dans le délai fixé.

Sur demande de l'agent du Gouvernement italien, le Président de la Cour a fixé, par une ordonnance rendue le 8 décembre 1937, au 21 février 1938 le délai pour le dépôt, par ledit agent, de ses Observations écrites visant la Réponse du Gouvernement français.

Whereas the rule concerning the previous exhaustion of local remedies does not apply in this case, because the Respondent has definitely refused the means of redress by way of petition and seeks to take advantage of the lacunæ in the judicial organization of Morocco which affords no adequate remedy in respect of administrative decisions taken in the exercise of discretionary powers and amounting to a misuse of powers; whereas the Respondent has sought unsuccessfully to establish that the decision of the Mines Department on the question whether the deposits were new and workable was only given in the exercise of the Administration's non-discretionary powers; and again has sought unsuccessfully to make out that in this case the only possible issue is a simple mistake of fact; and as all the assertions made in the document presented by the other side with regard to these two aspects of the controversy overlook the actual facts and disregard the most positive teachings of French legal doctrine.

Whereas the facts and situations in regard to which the dispute arose are not anterior to the date on which the acceptance of the Court's jurisdiction became effective as between the two States; whereas the controversy relates either to facts which actually occurred after the date referred to or to permanent situations which still persist at the present time; whereas furthermore these facts and situations taken together constitute an unlawful, continuing and progressive course of action (the monopolization of the phosphates) which falls within the Court's compulsory jurisdiction on two grounds: first, because it was completed at a date subsequent to the crucial date, and secondly because it gives rise to a situation of wider aspect which still constitutes a continuing violation of international law.

For these reasons and for any others which may be submitted or which the Court may see fit to add or to substitute,

May it please the Court to adjudge and declare that the Application filed on March 30th, 1936, by the Royal Italian Government can be entertained in its entirety."

At the request of the Agent for the French Government, the Court, on September 20th, 1937, made an Order authorizing that Agent, under Article 62, paragraph 4, of the Rules, to file a written answer to the observations and submissions contained in the statement of the Italian Government within a time-limit expiring on November 17th, 1937; the Court at the same time stated that if need be it would make a subsequent order fixing a time-limit for the filing by the Agent for the Italian Government of written observations in regard to this answer.

The French Government's Answer was duly filed within the prescribed time-limit.

At the request of the Agent for the Italian Government, the President of the Court made an Order on December 8th, 1937, fixing February 21st, 1938, as the date for the expiry of the time-limit for the filing by that Agent of written Observations in regard to the Answer of the French Government.

Les Nouvelles Observations écrites du Gouvernement italien ont été dûment déposées le 21 février 1938 ; en conséquence, c'est à cette date que l'affaire s'est trouvée en état en ce qui concerne les exceptions soulevées par le Gouvernement français.

Au cours des audiences publiques tenues les 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14 et 16 mai 1938, la Cour a entendu :

pour la France, M. Basdevant, agent, et M^e Lémonon, agent-adjoint,

et pour l'Italie, M. Montagna, agent, et M. Ago, conseil.

Les conclusions énoncées dans les pièces de la procédure écrite n'ont pas été, de part ou d'autre, modifiées substantiellement au cours de la procédure orale.

Des documents justificatifs ont été déposés au nom de chacune des Parties¹.

C'est en cet état de la procédure que la Cour est appelée à statuer sur les exceptions préliminaires présentées par le Gouvernement français.

* * *

Les faits et circonstances qui sont à l'origine du différend entre l'Italie et la France sont relatés dans la requête du Gouvernement italien. Sans se prononcer aucunement sur les divergences de vues auxquelles ces faits et circonstances donnent lieu entre les Parties, la Cour peut, en renvoyant à cet exposé, se borner à n'en retenir, aux fins du présent arrêt limité à l'examen de sa juridiction, que ceux dont la réalité et la date ne sont pas contestées.

* * *

Le Gouvernement français a d'abord attiré l'attention de la Cour sur certaines obscurités concernant l'objet de la demande. La Cour estime que les précisions qui ont été apportées au cours de la procédure écrite et de la procédure orale lui permettent de se former une idée suffisamment claire de l'objet de la demande contenue dans la requête du Gouvernement italien.

Parmi les exceptions préliminaires opposées par le Gouvernement français à la recevabilité de la requête, il en est une qui, pour l'ensemble de la requête, conteste la juridiction obligatoire de la Cour telle qu'elle a été fixée entre la France et l'Italie par les déclarations émanant à cet égard des deux Gouvernements.

Le premier devoir de la Cour est donc de statuer sur cette exception aux fins de vérifier le fondement de sa juridiction.

La déclaration portant acceptation par la France de la juridiction obligatoire de la Cour, déclaration dont l'instrument de ratification a été déposé le 25 avril 1931, est ainsi conçue :

¹ Voir bordereau à l'annexe.

The Further Written Observations of the Italian Government were duly filed on February 21st, 1938; accordingly, on that date the case became ready for hearing in regard to the objections lodged by the French Government.

In the course of public sittings held on May 2nd, 3rd, 4th, 5th, 6th, 10th, 11th, 12th, 13th, 14th and 16th, 1938, the Court heard:

M. Basdevant, Agent, and Me. Lémonon, Assistant Agent, on behalf of France, and

M. Montagna, Agent, and M. Ago, Counsel, on behalf of Italy.

The submissions formulated in the documents of the written proceedings were not in substance amended on either side in the course of the oral proceedings.

Documents in support of their contentions were filed on behalf of each Party¹.

The above being the state of the proceedings, the Court must now adjudicate upon the preliminary objections lodged by the French Government.

* * *

The facts and circumstances out of which the dispute between Italy and France originated are set out in the Application of the Italian Government. Without expressing any opinion upon the divergencies of view to which these facts and circumstances gave rise between the Parties, the Court, in referring to this statement, may, for the purposes of the present judgment which is limited to the question of its jurisdiction, confine itself to considering those the existence and date of which are not disputed.

* * *

The French Government has in the first place drawn the attention of the Court to certain obscurities relating to the nature of the claim. The Court considers that the explanations furnished in the course of the written and oral proceedings enable it to form a sufficiently clear idea of the nature of the claim submitted in the Italian Government's Application.

Among the preliminary objections which the French Government has lodged against the admissibility of the Application is one which contests, in regard to the Application as a whole, the compulsory jurisdiction of the Court, as established between France and Italy by the declarations of the two Governments.

The Court must therefore first adjudicate upon this objection in order to satisfy itself as to the grounds of its jurisdiction.

The declaration by which France accepted the Court's compulsory jurisdiction, and of which the ratification was deposited on April 25th, 1931, was worded as follows:

¹ See list in Annex.

« Au nom du Gouvernement de la République française, je déclare, sous réserve de ratification, reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis des autres Membres ou États qui acceptent la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de ladite Cour, pour une durée de cinq années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet des situations ou des faits postérieurs à cette ratification, et qui n'auraient pu être réglés par une procédure de conciliation, ou par le Conseil, aux termes de l'article 15, alinéa 6, du Pacte, sous réserve du cas où les Parties seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral. Cette déclaration remplace la déclaration du 2 octobre 1924 devenue caduque. »

Le Gouvernement français fonde son exception sur les termes suivants de sa déclaration : « ... sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet des situations ou des faits postérieurs à cette ratification ».

Il soutient que le différend dont le Gouvernement royal d'Italie a saisi la Cour s'est élevé au sujet de situations et de faits qui ne rentrent pas dans ces termes.

La déclaration portant acceptation par l'Italie de la juridiction obligatoire de la Cour, dont l'instrument de ratification a été déposé le 7 septembre 1931, est ainsi conçue :

« Le Gouvernement de l'Italie déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, et pour la durée de cinq ans, sous réserve de tout moyen de solution prévu par une convention spéciale, et dans le cas où une solution par la voie diplomatique ou éventuellement par l'action du Conseil de la Société des Nations n'interviendrait pas, la juridiction de la Cour sur les catégories suivantes de différends d'ordre juridique, qui pourraient se vérifier après la ratification de la présente déclaration, ayant pour objet :

- a) interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'une obligation internationale ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'une obligation internationale. »

Cette déclaration ne porte pas la limitation qui concerne les situations ou les faits au sujet desquels le différend s'est élevé et qui se trouve dans la déclaration de la France, mais il est reconnu que, par l'effet de la condition de réciprocité, inscrite au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, cette limitation fait droit entre les Parties.

Les termes de la déclaration française limitent *ratione temporis* la portée de l'acceptation par la France de la juridiction obligatoire de la Cour. Cette limitation est double. Elle concerne,

[*Translation.*]

“On behalf of the Government of the French Republic and subject to ratification I accept as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to other Members or States accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court for a period of five years, in any disputes which may arise after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to such ratification and which it has not been possible to settle by conciliation proceedings or through the Council under Article 15, paragraph 6, of the Covenant, without prejudice to a case where the Parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of settlement by arbitration. This declaration replaces the declaration of October 2nd, 1924, which has lapsed.”

The French Government bases its objection on the following passage in its declaration: “.... in any disputes which may arise after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification”.

It maintains that the dispute which the Royal Government of Italy has submitted to the Court arose with regard to situations and facts which are not covered by those terms.

The declaration by which Italy accepted the Court's compulsory jurisdiction, and of which the ratification was deposited on September 7th, 1931, is as follows:

[*Translation.*]

The Italian Government declares that it recognizes as compulsory *ipso facto* in relation to any other Member or State accepting the same obligation, for a period of five years and without prejudice to any other method of settlement provided for in a special convention and if a solution through the diplomatic channel or by proceedings before the Council of the League of Nations should not be reached, the jurisdiction of the Court in the following classes of legal disputes arising after the ratification of the present declaration and relating to

- (a) the interpretation of a treaty;
- (b) any question of international law;
- (c) the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation;
- (d) the nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.”

This declaration does not contain the limitation that appears in the French declaration concerning the situations or facts with regard to which the dispute arose; nevertheless, as a consequence of the condition of reciprocity stipulated in paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court, it is recognized that this limitation holds good as between the Parties.

The terms of the French declaration limit the scope of France's acceptance of the Court's compulsory jurisdiction *ratione temporis*. This limitation is twofold. It relates in the first place to the

en premier lieu, la date à laquelle s'élève le différend lui-même. Ce point n'est pas l'objet de l'exception présentée par le Gouvernement français ; en fait, celui-ci ne conteste pas que le différend s'est élevé après la ratification de la déclaration. Il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter.

La deuxième limitation contenue dans la déclaration a trait à la date des situations ou des faits au sujet desquels le différend s'élève. C'est de cette limitation que se prévaut le Gouvernement français pour soutenir que, les situations et les faits dont procède le différend actuel étant antérieurs à la date de son acceptation de la juridiction obligatoire — date ci-après désignée sous le terme « date critique » —, la requête du Gouvernement italien est irrecevable.

Cette manière de voir est contestée par le Gouvernement italien, qui soutient que le différend procède d'éléments postérieurs à l'acceptation de la juridiction obligatoire par la France, soit que certains faits, considérés isolément, constituent par eux-mêmes des faits illicites internationaux, matériellement accomplis après la date critique, soit que, mis en rapport avec des faits antérieurs auxquels ils sont intimement unis, ils constituent dans leur ensemble un seul fait illicite continué et progressif, qui n'est arrivé à sa perfection qu'après la date critique, soit enfin que certains faits, bien que réalisés à une époque antérieure à la date critique, aient donné naissance à une situation permanente contraire au droit international et qui s'est prolongée au delà de cette date.

En présence de ces allégations, la Cour est appelée à interpréter les termes de la déclaration du Gouvernement français qui sont à la base de son exception préliminaire et à rechercher si, par leur date, les situations ou les faits qui sont invoqués par le Gouvernement italien comme formant l'objet du différend et engageant la responsabilité internationale de la France tombent ou non sous le coup de la limitation apportée par le Gouvernement français à son acceptation de la juridiction obligatoire.

La déclaration, dont l'instrument de ratification a été déposé par le Gouvernement français le 25 avril 1931, est un acte unilatéral par lequel ce Gouvernement a accepté la juridiction obligatoire de la Cour. La juridiction n'existe que dans les termes où elle a été acceptée. Dans l'espèce, les termes qui forment la base de l'exception *ratione temporis* présentée par le Gouvernement français sont parfaitement clairs : seuls relèvent de la juridiction obligatoire les situations ou les faits postérieurs à la date de la ratification au sujet desquels s'est élevé le différend, c'est-à-dire ceux qui doivent être considérés comme générateurs du différend. Dans ces conditions, il n'est pas nécessaire de recourir à l'interprétation restrictive qui, dans le doute, pourrait se recommander à l'égard d'une clause dont l'inter-

date on which the actual dispute arose. That point is not, however, the subject of the objection raised by the French Government; the latter does not, indeed, deny that the dispute arose after the ratification of the declaration. There is no need, therefore, for the Court to concern itself with that point.

The second limitation in the declaration relates to the date of the situations or facts with regard to which the dispute arises. It is on this limitation that the French Government relies when it contends that the situations and facts giving rise to the present dispute were prior to the date of its acceptance of the compulsory jurisdiction—the date hereinafter referred to as the “crucial date”—and that, in consequence, the Application of the Italian Government cannot be entertained.

This view is contested by the Italian Government, which maintains that the dispute arises from factors subsequent to France’s acceptance of the compulsory jurisdiction, first because certain acts, which considered separately are in themselves unlawful international acts, were actually accomplished after the crucial date; secondly, because these acts, taken in conjunction with earlier acts to which they are closely linked, constitute as a whole a single, continuing and progressive illegal act which was not fully accomplished until after the crucial date; and lastly, because certain acts which were carried out prior to the crucial date, nevertheless gave rise to a permanent situation inconsistent with international law which has continued to exist after the said date.

In presence of these contentions, the Court has to interpret the terms of the French Government’s declaration on which the preliminary objection is founded, and to consider whether, having regard to their dates, the situations or facts relied upon by the Italian Government as constituting the subject of the dispute and engaging the international responsibility of France are excluded by the limitation which the French Government inserted in its acceptance of the compulsory jurisdiction.

The declaration, of which the ratification was deposited by the French Government on April 25th, 1931, is a unilateral act by which that Government accepted the Court’s compulsory jurisdiction. This jurisdiction only exists within the limits within which it has been accepted. In this case, the terms on which the objection *ratione temporis* submitted by the French Government is founded, are perfectly clear: the only situations or facts falling under the compulsory jurisdiction are those which are subsequent to the ratification and with regard to which the dispute arose, that is to say, those which must be considered as being the source of the dispute. In these circumstances, there is no occasion to resort to a restrictive interpretation that, in case of doubt, might be advisable in regard

prétation ne saurait en aucun cas dépasser l'expression de la volonté des États qui l'ont souscrite.

Si les termes qui expriment la limitation *ratione temporis* sont clairs, l'intention qui les a dictés n'en apparaît pas moins bien établie : en la formulant, on a entendu enlever à l'acceptation de la juridiction obligatoire tout effet rétroactif, soit pour éviter de façon générale de réveiller des griefs anciens, soit pour exclure la possibilité de voir déferés par requête à la Cour des situations ou des faits qui remontent à une époque où l'État mis en cause ne serait pas à même de prévoir le recours dont pourraient être l'objet ces faits et situations.

La déclaration française parle de situations ou de faits. La Cour estime que l'emploi de ces deux termes correspond à la volonté de l'État signataire d'embrasser dans une expression aussi compréhensive que possible tous les éléments susceptibles de donner naissance à un différend. Elle observe, d'autre part, que, les deux termes « situations » et « faits » étant placés sur la même ligne, la limitation *ratione temporis* leur est commune et que de l'emploi de l'un ou de l'autre ne saurait résulter une extension de la juridiction obligatoire. Les situations et les faits qui sont l'objet de la limitation *ratione temporis* doivent être envisagés au double point de vue de leur date par rapport à la ratification et de leur relation avec la naissance du différend. Des situations ou des faits postérieurs à la ratification ne déterminent la juridiction obligatoire que si c'est à leur sujet que s'est élevé le différend.

La tâche essentielle de la Cour est de vérifier ces conditions dont dépend le bien ou le mal-fondé de l'exception présentée par le Gouvernement français. L'antériorité ou la postériorité d'une situation ou d'un fait par rapport à une certaine date est une question d'espèce, tout comme constitue une question d'espèce le point de savoir quels sont les situations ou les faits au sujet desquels s'est élevé le différend. Pour résoudre ces questions, il faut toutefois garder toujours présente à l'esprit la volonté de l'État qui, n'ayant accepté la juridiction obligatoire que dans certaines limites, n'a entendu y soumettre que les seuls différends qui sont réellement nés de situations ou de faits postérieurs à son acceptation. On ne saurait reconnaître une telle relation entre un différend et des éléments postérieurs qui supposent l'existence ou qui ne comportent que la confirmation ou le simple développement de situations ou de faits antérieurs, alors que ceux-ci constituent les véritables éléments générateurs du différend.

C'est en tenant compte de ces considérations que la Cour doit rechercher à présent si le différend qui forme l'objet de la

to a clause which must on no account be interpreted in such a way as to exceed the intention of the States that subscribed to it.

Not only are the terms expressing the limitation *ratione temporis* clear, but the intention which inspired it seems equally clear: it was inserted with the object of depriving the acceptance of the compulsory jurisdiction of any retroactive effects, in order both to avoid, in general, a revival of old disputes, and to preclude the possibility of the submission to the Court by means of an application of situations or facts dating from a period when the State whose action was impugned was not in a position to foresee the legal proceedings to which these facts and situations might give rise.)

The French declaration mentions situations or facts. The Court is of opinion that the use of these two terms shows the intention of the signatory State to embrace, in the most comprehensive expression possible, all the different factors capable of giving rise to a dispute. The Court also observes that the two terms "situations" and "facts" are placed in conjunction with one another, so that the limitation *ratione temporis* is common to them both, and that the employment of one term or of the other could not have the effect of extending the compulsory jurisdiction. The situations and the facts which form the subject of the limitation *ratione temporis* have to be considered from the point of view both of their date in relation to the date of ratification and of their connection with the birth of the dispute. Situations or facts subsequent to the ratification could serve to found the Court's compulsory jurisdiction only if it was with regard to them that the dispute arose.

The principal duty of the Court is to examine the conditions which determine whether the objection submitted by the French Government is well-founded. The question whether a given situation or fact is prior or subsequent to a particular date is one to be decided in regard to each specific case, just as the question of the situations or facts with regard to which the dispute arose must be decided in regard to each specific case. However, in answering these questions it is necessary always to bear in mind the will of the State which only accepted the compulsory jurisdiction within specified limits, and consequently only intended to submit to that jurisdiction disputes having actually arisen from situations or facts subsequent to its acceptance. But it would be impossible to admit the existence of such a relationship between a dispute and subsequent factors which either presume the existence or are merely the confirmation or development of earlier situations or facts constituting the real causes of the dispute.

It is with these considerations in mind that the Court has now to consider whether the dispute that forms the subject of

requête du Gouvernement italien s'est élevé au sujet de situations ou de faits postérieurs à la date critique.

La détermination précise de cette date a été quelque peu discutée entre les Parties. Le Gouvernement français l'a fixée au 7 septembre 1931, date à laquelle sa déclaration, subordonnée à la réciprocité, est devenue opérante envers l'Italie par le dépôt de l'instrument de la ratification de cet État, tandis que le Gouvernement italien s'est prononcé pour la date du dépôt de l'instrument de la ratification française, soit le 25 avril 1931, en faisant valoir que la limitation *ratione temporis* ne figure que dans la déclaration de la France. La date indiquée par l'un ou par l'autre des Gouvernements ne saurait modifier d'aucune manière les conclusions auxquelles la Cour est arrivée. Elle estime donc n'avoir pas à se prononcer sur ce point.

L'objet du différend a été présenté par le Gouvernement italien sous deux aspects distincts. L'aspect général visé sous la conclusion *a*) de la requête concerne ce que ce Gouvernement a désigné sous l'expression « accaparement des phosphates marocains », c'est-à-dire un ensemble d'« agissements » présenté comme contraire aux obligations internationales du Maroc et de la France : dahirs des 27 janvier et 21 août 1920 ; éviction des ressortissants italiens considérée ici comme un élément ou comme une manifestation de la politique d'accaparement ; participation de l'Administration marocaine au cartel phosphatier nord-africain. Ce dernier grief, non mentionné dans la requête, n'a été formulé que dans les documents subséquents.

L'aspect plus limité du différend visé subsidiairement sous la conclusion *b*) de la requête a trait à la décision du 8 janvier 1925, par laquelle le Service des Mines a rejeté la demande de M. Tassara, et au prétendu déni de justice opposé à lui-même et à ses successeurs : actes également visés sous le vocable général d'« accaparement des phosphates », mais présentés dans cette conclusion *b*) comme contraires à l'obligation internationale de respecter les droits acquis des ressortissants italiens.

I. — Ce que le Gouvernement italien désigne sous l'expression « accaparement des phosphates marocains » a constamment été présenté par lui comme un régime institué par les dahirs de 1920 qui, en réservant au Maghzen la recherche et l'exploitation des phosphates, ont établi un monopole contraire aux obligations internationales du Maroc et de la France. Ce régime, étant toujours en vigueur, constituerait, selon lui, une situation postérieure à la date critique ; elle serait soumise à ce titre à la juridiction obligatoire de la Cour.

La Cour ne saurait admettre cette manière de voir. La situation dénoncée par le Gouvernement italien comme illicite est un

the Italian Government's Application arose with regard to situations or facts subsequent to the crucial date.

The precise determination of that date gave rise to some debate between the Parties. The French Government placed it on September 7th, 1931, the date on which its declaration, being subject to reciprocity, became operative in regard to Italy, as a result of the deposit of the latter's ratification; on the other hand, the Italian Government declared for the date of the deposit of the French instrument of ratification, namely, April 25th, 1931, contending that the limitation *ratione temporis* only appeared in the declaration of France. The date preferred by one or other of the Governments would not in any way modify the conclusions which the Court has reached. It does not therefore feel called upon to express an opinion on that point.

The subject of the dispute has been presented by the Italian Government under two separate aspects: a general aspect, covered by submission (a) of the Application, which is concerned with what that Government describes as the "monopolization of the Moroccan phosphates", in other words a whole group of measures which are represented as being contrary to the international obligations of Morocco and of France: dahirs of January 27th and August 21st, 1920; expropriation of the Italian nationals, regarded in this case as an element in or expression of the policy of monopolization; participation of the Moroccan Administration in the North-African phosphate cartel. The latter complaint, which does not appear in the Application, was put forward only in the subsequent documents.

The more limited aspect of the dispute, which is presented alternatively in submission (b) of the Application, relates to the decision of January 8th, 1925, in which the Department of Mines rejected M. Tassara's claim, and to the alleged denial of justice to him and his successors: these measures are also included under the general designation "monopolization of phosphates", but are put forward, in this submission (b), as contrary to the international obligation to respect the vested rights of the Italian nationals.

I.—What the Italian Government refers to as the "monopolization of the Moroccan phosphates" has been consistently presented by that Government as a régime instituted by the dahirs of 1920, which, by reserving to the Maghzen the right to prospect for and to work phosphates, have established a monopoly contrary to the international obligations of Morocco and of France. It contends that this régime, being still in operation, constitutes a situation subsequent to the crucial date, and that this situation therefore falls within the Court's compulsory jurisdiction.

The Court cannot accept this view. The situation which the Italian Government denounces as unlawful is a legal position

état de droit qui est né de la législation de 1920. Elle ne peut, au point de vue de la critique qui en est faite, être isolée de la législation dont elle est issue. L'incompatibilité prétendue du régime du monopole avec les obligations internationales du Maroc et de la France est un grief qui s'adresse avant tout aux dahirs de 1920 qui l'ont institué. Si, en l'établissant, le Maroc et la France ont violé le régime conventionnel de l'Acte général d'Algésiras du 7 avril 1906 et de la Convention franco-allemande du 4 novembre 1911, cette violation procède des dahirs de 1920. C'est dans ces dahirs qu'il faut voir les faits essentiels constitutifs du prétendu accaparement et, par conséquent, les véritables faits générateurs du différend relatif à cet accaparement. Or, ces dahirs sont des « faits » qui, par leur date, échappent à la juridiction de la Cour.

Le Gouvernement italien a tenté néanmoins d'attirer le grief d'accaparement sous la juridiction obligatoire de la Cour en présentant l'accaparement comme un fait illicite continué et progressif, qui n'aurait trouvé sa perfection que dans certains actes postérieurs à la date critique : un déni de justice qui aurait été opposé à M. Tassara et à ses successeurs en 1931-1933 et la participation de l'Administration phosphatière marocaine au cartel nord-africain des phosphates en 1933-1934.

La Cour exposera plus loin son opinion au sujet du prétendu déni de justice. Quant à la participation de l'Administration marocaine des phosphates au cartel phosphatier, la Cour a observé déjà qu'il s'agit là d'un élément qui n'a pas été mentionné comme objet du différend dans la requête introductive d'instance ; indiqué dans le Mémoire du Gouvernement italien à un point de vue surtout historique, il a finalement été décrit, dans les écritures subséquentes du Gouvernement italien, comme le point culminant de la politique d'accaparement.

Il y a lieu de remarquer que ni la formation du cartel phosphatier ni la participation à ce cartel de l'Administration marocaine des phosphates n'ont été présentées par le Gouvernement italien comme des faits qui formeraient en eux-mêmes et à eux seuls l'objet d'un différend quelconque entre l'Italie et la France. La participation au cartel phosphatier est présentée comme faisant partie de l'accaparement des phosphates : elle en constituerait le terme final et le couronnement. Dans le délit continué et progressif que constitueraient les actes successifs du Gouvernement français, elle marquerait le moment où le dessein délictueux qui les a déterminés se serait trouvé pleinement réalisé. A ce titre et par sa date, elle entraînerait à sa suite tous les « agissements » de l'Administration chérifienne et du Gouverne-

resulting from the legislation of 1920; and, from the point of view of the criticism directed against it, cannot be considered separately from the legislation of which it is the result. The alleged inconsistency of the monopoly régime with the international obligations of Morocco and of France is a reproach which applies first and foremost to the dahirs of 1920 establishing the monopoly. If, by establishing the monopoly, Morocco and France violated the treaty régime of the General Act of Algéiras of April 7th, 1906, and of the Franco-German Convention of November 4th, 1911, that violation is the outcome of the dahirs of 1920. In those dahirs are to be sought the essential facts constituting the alleged monopolization and, consequently, the facts which really gave rise to the dispute regarding this monopolization. But these dahirs are "facts" which, by reason of their date, fall outside the Court's jurisdiction.

The Italian Government has nevertheless sought to bring the complaint concerning monopolization within the Court's compulsory jurisdiction by presenting it as a continuing and progressive unlawful action which has only been completed by certain acts subsequent to the crucial date: a denial of justice alleged to have been suffered by M. Tassara and his successors in 1931-1933 and the participation of the Moroccan Phosphates Administration in the North-African phosphates cartel in 1933-1934.

The Court will state its opinion regarding the alleged denial of justice later on in this judgment. As regards the participation of the Moroccan Phosphates Administration in the phosphates cartel, the Court has already observed that that is a point which was not mentioned as a subject of dispute in the Application instituting proceedings; which was referred to in the Italian Government's Memorial mainly from a historical point of view—but which was finally described, in the Italian Government's later documents, as the culminating point of the policy of monopolization.

It should be observed that neither the formation of the phosphates cartel nor the participation in this cartel of the Moroccan Phosphates Administration have been presented by the Italian Government as facts which, in themselves, and alone, would constitute ground for any dispute between Italy and France. The participation in the cartel is presented as a part of the monopolization of phosphates: it is described as the final step and crowning point of that policy. In the continuing and progressive violation constituted by the successive actions of the French Government, it is said to mark the final accomplishment of the unlawful design underlying these actions. It is alleged that, on this ground and by reason of its date, it involves all the actions of the Shereefian Administration and

ment français depuis 1920, ce qui autoriserait à les déférer dans leur ensemble à la juridiction obligatoire de la Cour.

La Cour ne peut admettre l'existence du lien que la thèse du Gouvernement italien tend à établir ainsi entre le cartel phosphatier et le prétendu accaparement des phosphates. L'objet du différend entre le Gouvernement italien et le Gouvernement français est l'atteinte prétendue portée par le monopole au régime de liberté économique sans aucune inégalité, que le Gouvernement italien considère comme imposé par les accords conventionnels en vigueur. La participation de l'Administration marocaine au cartel n'a pas eu pour effet de soustraire les phosphates à ce régime. Elle n'a modifié aucunement l'état de choses créé à cet égard depuis 1920 par le monopole qui, seul, pourrait être mis en discussion à ce propos. Le monopole a pu permettre la participation au cartel ; mais celle-ci n'affecte en rien la légalité ou l'illégalité du monopole.

II. — Envisagé sous son aspect plus limité, visé sous la conclusion b) de la requête introductive d'instance, le différend entre les deux Gouvernements a trait à la prétendue éviction de certains ressortissants italiens, éviction qui résulterait de la décision du Service des Mines en date du 8 janvier 1925 et du déni de justice qui l'aurait suivie, faits présentés comme incompatibles avec l'obligation internationale incombant au Maroc et à la France de respecter les droits acquis.

Le Gouvernement italien ne conteste pas que la prétendue éviction de M. Tassara est bien l'effet de la décision du Service des Mines de 1925, et c'est pourquoi il en poursuit l'annulation et la réintégration des ayants droit de M. Tassara dans la situation dont celui-ci aurait été illégalement privé.

Par sa date, cette décision du Service des Mines échappe à la juridiction de la Cour. Le Gouvernement italien a voulu se soustraire à cette conclusion en présentant l'éviction de M. Tassara et de ses ayants droit comme ne s'étant réalisée pleinement qu'à une époque postérieure à la date critique. Selon lui, la décision de 1925 n'aurait constitué qu'une violation encore imparfaite du droit international ; seuls certains actes postérieurs à la date critique auraient rendu cette violation parfaite, par le refus définitif de tout redressement de la situation créée en 1925, et donné naissance au différend entre les deux Gouvernements.

A cette fin, le Gouvernement italien s'est prévalu surtout d'une note du ministère des Affaires étrangères de France à

of the French Government since 1920 and that this justifies the submission of all these actions to the Court's compulsory jurisdiction.

The Court cannot admit the existence of the connection which the Italian Government seeks thus to establish between the phosphates cartel and the alleged monopolization of phosphates. The subject of the dispute between the Italian Government and the French Government is the alleged infringement, resulting from the monopoly, of the régime of economic liberty without inequality, which the Italian Government holds to have been imposed by the agreements in force. The participation of the Moroccan Phosphates Administration in the cartel did not result in withdrawing phosphates from the operation of this régime. It in no way altered the situation which had been established in this respect ever since 1920 by the monopoly, which alone could form the subject of complaint in this connection. The monopoly may have made the participation in the cartel possible; but this participation does not in any way affect the legality or illegality of the monopoly.

II.—Regarded from its more restricted aspect—the aspect envisaged in submission (b) of the Application instituting proceedings—the dispute between the two Governments relates to the alleged dispossession of certain Italian nationals as the result of the decision of the Mines Department of January 8th, 1925, and of the denial of justice alleged to have followed that decision, these facts being alleged to be inconsistent with the international obligation incumbent on Morocco and on France to respect vested rights.

The Italian Government does not deny that the alleged dispossession of M. Tassara results from the Mines Department's decision of 1925, and for that reason it seeks to obtain the annulment of that decision and the reinstatement of M. Tassara's successors in the rights of which M. Tassara is alleged to have been illegally deprived.

This decision of the Mines Department, owing to its date, falls outside the Court's jurisdiction. The Italian Government has sought to avert this consequence by arguing that the dispossession of M. Tassara and his successors only became definitive at a time subsequent to the crucial date. That Government contends that the decision of 1925 constituted only an uncompleted violation of international law; that this violation only became definitive as a result of certain acts subsequent to the crucial date and of the final refusal to remedy in any way the situation created in 1925, and that these acts gave rise to the dispute between the two Governments.

In arguing thus, the Italian Government has relied mainly on a note of the French Ministry for Foreign Affairs to the

l'ambassade d'Italie, du 28 janvier 1933, et d'une lettre du même jour, adressée par ce ministère à M. de Gennaro Musti, note et lettre dans lesquelles il a voulu voir à la fois une interprétation officielle des prétendus droits acquis des ressortissants italiens, contraire aux obligations internationales de la France, et une confirmation du déni de justice déjà opposé aux intéressés par le refus de recours gracieux.

Il est impossible de trouver dans les énonciations contenues dans ces documents un fait nouveau qui aurait donné naissance au différend actuel entre la France et l'Italie. Cet échange de vues ne représente qu'une phase de la discussion qui s'était élevée entre les ayants droit de M. Tassara et le Gouvernement français, discussion dans laquelle, jusqu'à la date du 16 juin 1933, le Gouvernement italien s'est borné à prêter ses bons offices. De même, le refus d'accéder à la demande de soumettre le litige à des juges extraordinaires n'est que le refus de régler ce même litige d'une certaine manière, et il n'a pas été prétendu par le Gouvernement italien que ce refus, considéré en soi, constitue un fait illicite international, générateur d'un différend nouveau.

Dans le prétendu déni de justice allégué par le Gouvernement italien, la Cour ne peut pas voir un élément générateur du différend actuel. Dans sa requête, le Gouvernement italien a présenté la décision du Service des Mines comme un fait illicite international, parce que cette décision aurait été inspirée par la volonté d'écarter la mainmise étrangère, et qu'elle constituerait de ce chef une violation des droits acquis placés sous la sauvegarde des conventions internationales. S'il en était ainsi, c'est dans cette décision qu'il faudrait voir la violation déjà parfaite du droit international, violation qui engagerait par elle-même et immédiatement la responsabilité internationale. S'agissant d'un acte imputable à l'État et décrit comme contraire aux droits conventionnels d'un autre État, la responsabilité internationale s'établirait directement dans le plan des relations entre ces États. En pareil cas, le prétendu déni de justice constitué, soit par une carence de l'organisation judiciaire, soit par le refus de recours administratifs ou extraordinaires destinés à y suppléer, ne peut que laisser subsister le fait illicite. Il n'exerce aucune influence ni sur sa consommation, ni sur la responsabilité qui en dérive.

Quant à la thèse selon laquelle l'« état de spoliation » de M. Tassara et de ses ayants droit constituerait une situation illicite permanente qui, bien que née de la décision du Service des Mines, se serait maintenue à une époque postérieure à la date critique par l'effet du déni de justice opposé aux intéressés, la Cour peut se borner à rappeler le principe qu'elle a formulé plus haut : le grief de déni de justice ne saurait être séparé de la critique que le Gouvernement italien entend faire de la décision

Italian Embassy dated January 28th, 1933, and a letter of the same date sent by the same Ministry to M. de Gennaro Musti; it has tried to make out that this note and this letter constitute both an official interpretation of the alleged vested rights of the Italian nationals—an interpretation inconsistent with the international obligations of France—and a confirmation of the denial of justice to those nationals already effected by the refusal of a petition for redress.

It is impossible in the statements contained in these documents to find any new fact which could have given rise to the present dispute between Italy and France. This exchange of views merely represents a phase in the discussion which had arisen between M. Tassara's successors and the French Government, in which discussion the Italian Government, until June 16th, 1933, merely lent its good offices. Similarly, the refusal to accede to the request to submit the dispute to extraordinary judges is merely a refusal to settle this particular dispute in a certain way, and it is not contended by the Italian Government that this refusal, in itself, constitutes an unlawful international act giving rise to a new dispute.

The Court cannot regard the denial of justice alleged by the Italian Government as a factor giving rise to the present dispute. In its Application, the Italian Government has represented the decision of the Department of Mines as an unlawful international act, because that decision was inspired by the will to get rid of the foreign holding and because it therefore constituted a violation of the vested rights placed under the protection of the international conventions. That being so, it is in this decision that we should look for the violation of international law—a definitive act which would, by itself, directly involve international responsibility. This act being attributable to the State and described as contrary to the treaty right of another State, international responsibility would be established immediately as between the two States. In these circumstances the alleged denial of justice, resulting either from a lacuna in the judicial organization or from the refusal of administrative or extraordinary methods of redress designed to supplement its deficiencies, merely results in allowing the unlawful act to subsist. It exercises no influence either on the accomplishment of the act or on the responsibility ensuing from it.

As regards the argument that the dispossession of M. Tassara and his successors constituted a permanent illegal situation which, although brought about by the decision of the Department of Mines, was maintained in existence at a period subsequent to the crucial date by the denial of justice to the claimants, the Court need only recall the principle which it has set forth above: the complaint of a denial of justice cannot be separated from the criticism which the Italian Government

du Service des Mines intervenue le 8 janvier 1925, puisque le déni ne saurait être considéré comme établi par la Cour qu'après que celle-ci aurait constaté au préalable la réalité des droits des particuliers qui se seraient vu refuser la protection judiciaire. Cette constatation, elle ne pourrait la faire sans mettre en cause la décision du Service des Mines de 1925. Il en résulte que l'examen du bien-fondé de ce grief ne pourrait être entrepris sans étendre la juridiction de la Cour à un fait qui, en raison de sa date, n'y est pas soumis.

Ainsi, à quelque point de vue que l'on se place, c'est toujours la décision du Service des Mines du 8 janvier 1925 qui, dans cette question de l'éviction des ressortissants italiens, apparaît comme le fait au sujet duquel s'est élevé le différend.

En conclusion, la Cour est amenée à constater que le différend qui lui a été soumis par le Gouvernement italien, soit qu'on l'envisage sous son aspect général constitué par le prétendu accaparement des phosphates marocains, soit qu'on le considère sous l'aspect plus limité que représente la réclamation des ressortissants italiens, ne s'est pas élevé au sujet de situations ou de faits postérieurs à la ratification de l'acceptation par la France de la juridiction obligatoire, et qu'en conséquence elle n'a pas juridiction pour statuer sur ce différend.

La Cour étant arrivée à cette conclusion, il ne lui appartient pas de statuer sur les autres exceptions présentées par le Gouvernement français.

PAR CES MOTIFS,

La Cour,

par onze voix contre une,

décide : la requête présentée le 30 mars 1936 par le Gouvernement italien n'est pas recevable.

Le présent arrêt a été rédigé en français et en anglais, le texte français faisant foi.

directs against the decision of the Department of Mines of January 8th, 1925, for the Court could not regard the denial of justice as established unless it had first satisfied itself as to the existence of the rights of the private citizens alleged to have been refused judicial protection. But the Court could not reach such a conclusion without calling in question the decision of the Department of Mines of 1925. It follows that an examination of the justice of this complaint could not be undertaken without extending the Court's jurisdiction to a fact which, by reason of its date, is not subject thereto.

Accordingly, whatever aspect of the question is considered, it is the decision of the Department of Mines of January 8th, 1925, which is always found, in this matter of the dispossession of the Italian nationals, to be the fact with regard to which the dispute arose.

In conclusion, the Court finds that the dispute submitted to it by the Italian Government, whether regarded in its general aspect, represented by the alleged monopolization of the Moroccan phosphates, or in its more limited aspect, represented by the claim of the Italian nationals, did not arise with regard to situations or facts subsequent to the ratification of the acceptance by France of the compulsory jurisdiction, and that in consequence it has no jurisdiction to adjudicate on this dispute.

The Court, having arrived at this conclusion, does not feel called upon to adjudicate on the other objections submitted by the French Government.

FOR THESE REASONS,

The Court,

by eleven votes to one,

decides that the Application filed on March 30th, 1936, by the Italian Government cannot be entertained.

The present judgment has been drawn up in French and English, the French text being authoritative.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le quatorze juin mil neuf cent trente-huit, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République française et au Gouvernement royal d'Italie.

Le Président de la Cour :

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

Le jonkheer VAN EYSINGA, déclarant ne pouvoir se rallier à l'arrêt rendu par la Cour, et se prévalant du droit que lui confère l'article 57 du Statut, joint à l'arrêt l'exposé suivant de son opinion individuelle.

M. CHENG TIEN-HSI, tout en se déclarant d'accord sur le dispositif, a joint l'exposé de son opinion individuelle sur certains motifs de l'arrêt.

(Paraphé) J. G. G.

(Paraphé) J. L. O.

Done at the Peace Palace, The Hague, this fourteenth day of June, one thousand nine hundred and thirty-eight, in three copies, one of which will be deposited in the archives of the Court and the others will be communicated to the Government of the French Republic and to the Royal Italian Government, respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,
Registrar.

Jonkheer VAN EYSINGA declares that he is unable to concur in the judgment given by the Court and, availing himself of the right conferred upon him by Article 57 of the Statute, has appended to the judgment the separate opinion which follows.

M. CHENG TIEN-HSI, while in agreement with the operative clause of the judgment, has appended a separate opinion regarding some of the grounds on which the judgment is based.

(Initialled) J. G. G.

(Initialled) J. L. O.